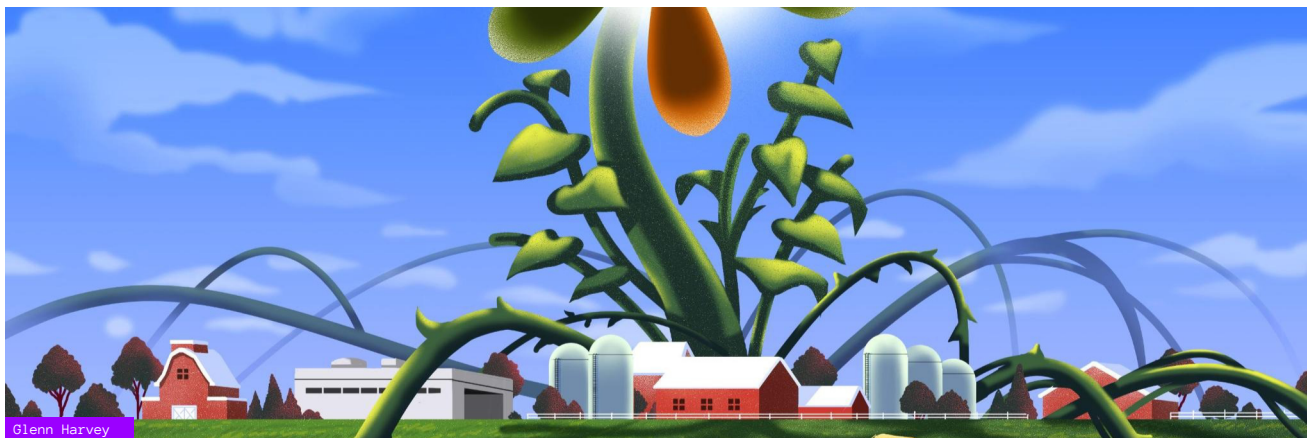




COÉDITÉ AVEC

POLITICO

Confidential

danwatch

LIBERTATEA

nrc

OKD.press

PUBLIÉ LE 29 JUIN 2023 PAR

Matei Bărbulescu, Lionel Faull, Ludo Hekman, Thin Lei Win, Javier Melguizo, Jonathan Moens, Szymon Opryszek, Andrei Petre, Beatriz Ramalho Da Silva, Susannah Savage, Tomas Statius, Jonathan Tybjerg

SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Le lobby Potemkine de l'Europe

Copa-Cogeca, puissant lobby agricole européen, perd de sa légitimité alors même qu'il entrave la mise en œuvre de l'agenda vert de l'Union européenne et qu'il accapare les fonds publics

Depuis plus d'un demi-siècle, un seul groupe de pression domine la politique agricole de l'Union européenne. Créé en 1959 lors de la mise en place de la politique agricole commune (PAC), fondée sur l'idéal de l'après-guerre selon lequel l'Europe ne devait plus jamais souffrir de la faim, Copa-Cogeca s'est autoproclamé porte-parole des agriculteurs et des coopératives agricoles européennes à Bruxelles.

Fort de son histoire et de sa prétention à représenter tous les agriculteurs, il jouit d'un accès privilégié à l'UE à tous les niveaux de l'élaboration de ses politiques.

L'année dernière, Copa-Cogeca a utilisé sa position pour s'opposer aux réformes environnementales proposées par le Green Deal et la stratégie "de la ferme à la table", notamment en reportant avec succès une loi visant à réduire l'utilisation des pesticides et en tentant de faire échouer une proposition de loi visant à restaurer les écosystèmes européens.

L'enquête menée par Lighthouse Reports sur le groupe, qui comprend des entretiens avec près de 120 agriculteurs, initiés, politiciens, universitaires et activistes, ainsi qu'une enquête auprès de 50 affiliés de Copa-Cogeca, jette un sérieux doute sur la force d'adhésion et la légitimité du lobby dans la communauté agricole.

Les petits exploitants et les jeunes agriculteurs, en particulier, ont déclaré qu'ils ne se sentaient pas représentés par Copa-Cogeca. Arūnas Svitojus, président d'un syndicat lituanien affilié à Copa-Cogeca, nous a déclaré : "Les décisions sont prises par les grands pays, les grands agriculteurs et les grands syndicats. Et c'est difficile pour les petits agriculteurs, les agriculteurs familiaux. Il n'y a pas d'égalité.

Jean Mathieu Thevenot, un jeune agriculteur du Pays basque français, a déclaré : "La plupart des jeunes agriculteurs que je connais et avec lesquels je travaille sont déconnectés et en total désaccord avec la vision de Copa-Cogeca, qui a beaucoup de pouvoir dans l'UE mais plaide en faveur du statu quo et de l'agriculture industrielle."

Les résultats de notre enquête ont révélé que les données relatives aux membres de Copa-Cogeca et de ses syndicats affiliés étaient opaques, parfois gonflées et, lorsque les chiffres sont disponibles, en déclin.

MÉTHODES

Notre premier défi consistait à dresser un tableau de la force des effectifs de Copa-Cogeca dans l'UE. Nous avons donc commencé par rechercher les sites web et les rapports annuels de ses membres affiliés. La lecture du rapport 2016 d'Eurofound sur la représentativité dans le secteur agricole, une enquête sur la force des membres des syndicats dans les 27 pays de l'UE, nous a apporté un élément décisif.

Ce rapport nous a fourni une base de référence pour comparer les quelques chiffres d'adhésion que nous avons pu trouver, même si Georg Adam, un chercheur mandaté par Eurofound avec qui nous nous sommes entretenus, nous a mis en garde : "Dans certains cas, on ne peut pas vraiment se fier aux informations fournies par les syndicats. Parfois, ils gonflent les statistiques parce qu'ils veulent démontrer leur force afin de doubler le nombre de leurs membres".

Nous avons contacté 50 affiliés de Copa-Cogeca pour leur demander des données actualisées sur leurs effectifs, mais seuls 9 d'entre eux nous ont répondu. Malgré cela, nous avons pu constater que le nombre de leurs membres avait considérablement diminué depuis 2016 dans plusieurs pays dont la France, l'Irlande, la Pologne, les Pays-Bas et la Finlande.

Ensuite, nous avons constitué une équipe transfrontalière de journalistes dans cinq pays de l'UE - tous dotés d'importantes économies agricoles, notamment l'Espagne, la Roumanie, la Pologne, les Pays-Bas et le Danemark - afin d'enquêter sur leurs affiliés nationaux de Copa-Cogeca. Nous avons décidé de nous adresser en priorité aux agriculteurs, car nous voulions que les communautés concernées nous disent à quel point elles se sentaient bien représentées par leurs syndicats. Les agriculteurs représentent près de la moitié des quelque 120 sources avec lesquelles nous nous sommes entretenus dans le cadre de cette enquête. Pendant ce temps, les journalistes de Politico Europe ont fourni des informations essentielles depuis les coulisses du pouvoir à Bruxelles.

LIGNES DIRECTRICES

À Bruxelles, Politico a rencontré le secrétaire général de Copa-Cogeca, Pekka Pesonen, pour un entretien sans détour au cours duquel il a admis que la prétention du groupe à représenter l'ensemble des 22 millions d'agriculteurs européens était plus une aspiration qu'une représentation réelle de ses membres. "Techniquement parlant, c'est moins que cela", a-t-il déclaré, mais il n'a pas pu dire combien exactement.

Nos partenaires espagnols, polonais et roumains ont découvert que leurs gouvernements versent chaque année 1,4 million d'euros de fonds publics pour que certains syndicats nationaux participent au Copa-Cogeca, ce qui renforce les avantages dont jouissent des organisations puissantes mais non représentatives par rapport à de nombreuses autres qui en sont exclues.

Au Danemark, Danwatch a rapporté le cas étrange du Conseil danois de l'agriculture et de l'alimentation (L&F), un syndicat qui prétend connaître une augmentation du nombre de ses membres alors que les statistiques officielles montrent une forte diminution du nombre d'agriculteurs dans le pays.

En Pologne, où environ 1,3 million d'agriculteurs sont nominalement membres du KRIR, affilié à Copa-Cogeca, qui reçoit des sommes considérables de l'argent du contribuable pour ses opérations, l'Office suprême d'audit a conclu en 2021 que, "en raison de l'absence de registres, les chambres agricoles n'avaient pas connaissance de tous les membres dont elles sont censées représenter les intérêts".

CONTACT

info@lighthousereports.com
+31 6 40229299